Courteron : finances de la commune

Commune · Aube (10) · 102 habitants · tranche 100 à 199 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Courteron affichait un encours de dette de 25 k€, soit 244 € par habitant, une épargne brute égale à 37,1 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 0,3 ans.

Dette par habitant
244 €
25 k€ au total

Capacité de désendettement
0,3 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
37,1 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 213 € / hab.
124 k€ au total

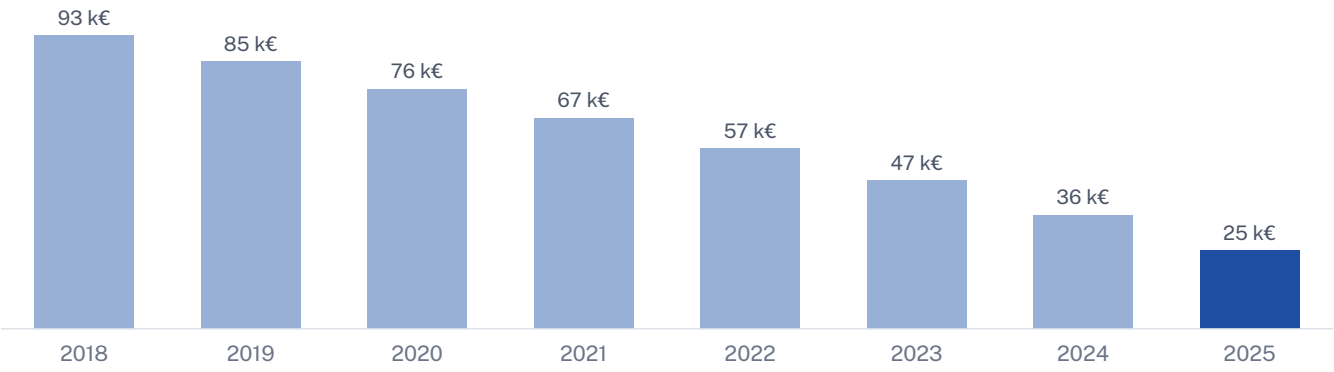
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 5 343 communes de 100 à 199 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 213 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	22,6 %	274 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	37,1 %	716 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	244 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	1 373 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	1 115 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 93 k€ en 2018 à 25 k€ en 2025 (-73,4 %).

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	93 k€	50,2 %	1,2 ans	47 k€
2019	85 k€	51,8 %	1,1 ans	1 495 €
2020	76 k€	44,6 %	1 ans	62 k€
2021	67 k€	47,3 %	0,9 ans	49 k€
2022	57 k€	27,5 %	1,3 ans	35 k€
2023	47 k€	47,8 %	0,6 ans	35 k€
2024	36 k€	58,5 %	0,3 ans	113 k€
2025	25 k€	37,1 %	0,3 ans	140 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Courteron	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	244 €	93 €	+162 %
Impôts locaux par habitant	1 115 €	374 €	+197,9 %
Frais de personnel par habitant	274 €	152 €	+80,7 %
Investissement par habitant	1 373 €	246 €	+458 %
Taux d'épargne brute	37,1 %	31,8 %	
Capacité de désendettement	0,3 ans	0,2 ans	

Jumelles : Scherlenheim (67), Crécey-sur-Tille (21), Noé-les-Mallets (10), Barneville-la-Bertran (14), Saint-Jean-sur-Tourbe (51), Aubigny-en-Laonnois (02), Faverolles (52), Les Planches-près-Arbois (39), Lugny-Champagne (18), Quemigny-sur-Seine (21). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	111	102	−8,1 %	−2,2 %
Dette par habitant	768 €	244 €	−68,2 %	−32,6 %
Impôts locaux par habitant	1 005 €	1 115 €	+11 %	+28,7 %
Frais de personnel par habitant	195 €	274 €	+40,3 %	+25,9 %
Taux d'épargne brute	51,8 %	37,1 %	−14,7 points	−0,5 point
Capacité de désendettement	1,1 ans	0,3 ans	−0,7 an	−0,5 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		4 111 €		1 848 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Courteron	Comparaison
Habitants (2023)	99	−13,2 % depuis 2012 (département : +1,6 %)
65 ans ou plus (2023)	29,3 %	département : 22,9 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	0 pour 100 habitants	département : 6
Salariés du secteur privé (2025)	9	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

50 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 90 emplois, soit 207 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	10,4 %	3 %	1,3 %	0 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	33,3 %	6 %	6,6 %	21,5 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	22,9 %	12,3 %	20,1 %	0 %
Professions intermédiaires	0 %	25,2 %	26,4 %	5,4 %
Employés	22,9 %	28,1 %	26,1 %	16,1 %
Ouvriers	10,4 %	25,4 %	19,5 %	57 %

Professions les plus exercées par les habitants : Grand Est

Profession	Habitants (environ)	Part
Infirmiers en soins généraux salariés	41 560	1,8 %
Aides-soignants	41 560	1,8 %
Secrétaires, employés de la bureautique	40 610	1,7 %
Ouvriers du nettoyage	40 040	1,7 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	34 540	1,5 %
Conducteurs de poids lourds	33 880	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	33 820	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	31 800	1,4 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	27 950	1,2 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	26 970	1,2 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	26 170	1,1 %
Employés de libre-service du commerce	23 860	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Aube (10)) : 13 401 au moins, dont 38,2 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Viticulteurs, arboriculteurs	4 855	26,6 %
Agriculteurs	1 122	43,2 %
Serveurs de cafés restaurants	404	37,9 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	376	45,2 %
Cuisiniers	362	56,1 %
Employés de libre service	342	7,9 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	278	61,5 %
Agents d'entretien de locaux	254	33,5 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	239	9,2 %
Aides-soignants	235	37,9 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l’État verse pour les investissements

Indicateur	Courteron
Subventions d’investissement de l’État accordées (2018-2025)	32 k€ pour 5 projets
Par habitant	310 € (communes de même taille : 260 € ; département : 238 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l’État	22,9 %
Aides de l’ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DETR	Construction d'un batiment pour le service technique communal	13 192 €
2025	DETR	Restauration du monument aux morts	7 246 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l’Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.